

QUI SOMMES NOUS ?



L'Appel à la Paix et à la Réconciliation

Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation

Le 16 novembre 2002, sur l'initiative du Collectif des Associations de Défense des Droits de l'Homme (CADH), plus de 150 acteurs de la vie publique se sont rassemblés et ont cherché à faire ressortir les causes de la situation de non-paix quasi-permanente au Tchad.

Au terme de cette journée et face au refus du parti au pouvoir (MPS) de prendre part aux débats, les participants ont décidé de mettre en place un processus de négociation collective afin de poser les bases politiques de la construction d'une paix véritable dans le pays.

Un *Appel à la paix et à la réconciliation* (annexe 1) a été lancé auprès des acteurs de la vie sociale et politique afin de proposer des pistes de solutions globales aux problèmes évoqués : assurer la bonne gouvernance et la bonne gestion du pays, régler le problème de l'armée (composition ethnique, impunité...), réforme de la justice, redéfinition de la forme de l'Etat (décentralisation, fédération...).

Le Comité de suivi

Un Comité de Suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation a été mis en place afin de mobiliser les acteurs de la vie sociale et politique tchadienne.

Le Comité défend des valeurs de paix, de justice et de développement. Il se positionne comme médiateur et comme une force de proposition. Il promeut une vision globale de la paix propice à l'affermissement de l'Etat de droit certes mais qui tient compte des aspirations de la population au développement et à la sortie de la pauvreté.

Qui est membre du Comité ?

Le Comité est ouvert à toutes les structures de la société civile tchadienne. Il se compose aujourd'hui :

- d'associations des Droits de l'Homme : Atpdh, Ltdh, Aplft, Ajac, Acat, Dhsf, et Cascidoh
- d'associations de jeunesse : Fojet, Apad, Adli, Jec, Adj, Copes, Les Abeilles, Association Treyya, Apeddt, Udmcd, Cefeip, Cjt, Cncj, Peace and love, Parlement des Enfants...
- de syndicats : Ust, Set, Cltt, Synart, Synecs, Saaget
- d'Ong de développement et réseaux d'Ong D : Eirene, Acord, Belacd, Cilog
- d'associations féminines : Celiaf, Afjt, Ufep, Refempt, Uafat,
- des Commissions Nationales Justice et Paix, les communautés ecclésiastiques de base
- Aept, Urpt...

Où est basé le Comité ?

La coordination nationale est basée à N'djamena.

Des comités locaux sont présents dans 16 villes de province à savoir Guélandeng, Bongor, Kélo, Pala, Lai, Moundou, Doba, Goré, Sarh, Koumra, Mao, Bol, Abéché, Mongo, Ati, Am-Timam

Avec qui travaille le Comité ?

- Des associations et réseaux : chefs traditionnels, confessions religieuses, le Collectif des Associations des Droits de l'Homme (CADH), l'Organisation des Acteurs Non Etatiques au Tchad (OANET), la Commission Permanente Pétrole Nationale (CPPN)
- Des organisations de la société civile internationale qui appuient et soutiennent le Comité dans sa démarche (Ccf, Cordaid, Pain Pour le Monde, Misereor, Acat-France, Fiacat, réseau Foi et Justice, Secours catholique-Caritas France, Survie, Fondation Robert Kennedy, Fidh, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, UIDH...) Des partis politiques
- Des partis politiques
- Des institutions : Assemblée Nationale, Ministères...
- Les représentations diplomatiques au Tchad (France, UE, USA, Allemagne) et des institutions internationales (Banque mondiale, PNUD...)

Les objectifs

Le Comité pour la Paix propose un processus de paix qui poursuit trois (3) objectifs principaux à savoir :

- Promouvoir les conditions politiques nécessaires à un enracinement réel d'une paix globale et durable au Tchad
- Faciliter un dialogue national entre les différents acteurs de la vie publique et politique en se plaçant en position de médiateur
- Convaincre la communauté internationale de s'engager dans la recherche de la paix au Tchad en prévention d'une escalade de violence

Activités du Comité

- Plaidoyer actif auprès d'acteurs politiques nationaux et internationaux pour leur présenter et soutenir le processus de paix.
- Sensibilisation et mobilisation sociale en faveur du processus de paix

Par exemple :

- Assemblée Nationale : rencontre avec le Président, plénière, groupes parlementaires
- Chargé des Droits de l'homme au MPS
- Partis politiques : membres de la CPDC, MPS, FAR...
- Rencontres régulières avec Ambassades et organisations internationales...
- Rencontres avec pouvoirs publics français en octobre 2005 et février 2006
- Campagne d'information auprès des médias : octobre 2005 et février 2006
- Forum des femmes (N'djamena, janv. 2006) ; des jeunes (N'djamena, janv. 2006), Forum de Moundou et d'Abéché (Fév. 2006), Forum de Bongor (prévu mars 2006)

Signataires de l'Appel à la Paix et à la réconciliation N'djamena, le 16 novembre 2002

Associations : AFJT, CELIAF, AFUPT /UFEP, OANET, ACAT-TCHAD, UECT, CNJP, APLFT, ATPDH, LTDH, TNV, AJTPDC, UJP, CADESKA, FFPMU/T, REFEMPT, Association des diplômés sans emploi, AEPT, ACTT

Syndicats : UST, SAAGET, CLTT, SYNART, SET

Réseau d'Onq de développement : Cilog

Médias : Duji Lokar, N'djamena Bi-hebdo, Radio Al-Nassr, Dja FM, L'observateur, Notre temps, le Roseau

Partis politiques : UFD/PR, MDST, CAMELEON, RDA, PUR, ACTUS, UPD, RDT, MRP, UDR, VIVA-RNDP, RDP, UNDR, PLD, PDDT, PDI, RPR/L, RPT, UN, ARD, MSDT, UNCT, FAR

NOTRE ANALYSE DE LA SITUATION

Après l'espoir suscité par la chute d'Hissein Habré, la situation aujourd'hui est catastrophique : monopolisation du pouvoir par un groupe minoritaire, généralisation de la violence et de la corruption, perversion des institutions démocratiques, situation sociale aggravée, population éprouvée, violation massive des droits de l'Homme, conflits armés, rébellions, santé du président préoccupante...

En 2005, l'actualité tchadienne a été marquée par :

Un échec électoral sévère

Un référendum *raté* en juin avec au maximum 20% de participation électorale et 70% de *Non*¹ ! Les résultats officiels valident pourtant la modification de la Constitution autorisant le Président Déby à briguer un 3^{ème} mandat rompant avec le consensus national de 1996 et mettant à mal les espoirs d'une alternance pacifique par voie électorale.

Une large coalition d'opposition

La CPDC (Coalition Pour la Défense de la Constitution) rassemble une vingtaine de partis. Ensemble, leur base électorale couvre la plupart des régions du Tchad, y compris la partie dite « Nordiste » supposée représenter le vivier électoral de l'actuel régime.

Une fracture au sein du pouvoir

Une fracture au sein de l'ethnie Zaghawa, du clan rapproché (les Bidayats), ainsi qu'au sein du MPS. Plusieurs tentatives de coups d'Etat en deux ans ; celles de septembre et d'octobre 2005 ont été menées par des soldats zaghawas de la Garde Républicaine dissoute depuis. Avec de nombreux autres déserteurs zaghawas, ils se sont rassemblés dans le SCUD positionné à la frontière soudanaise. Trois piliers du régime, l'ancien Ambassadeur du Tchad aux Etats-Unis et les frères Erdimi, ont fait officiellement dissidence respectivement en 2003 et en décembre 2005 et rejoint le SCUD.

Des conflits militaires

Une coalition politico-militaire (FUC) s'est constituée, notamment à partir du RDL et du SCUD, en décembre 2005. La crise du Darfour renforce les tensions ethniques au Tchad. Le gouvernement tchadien a déclaré l'état de belligérance avec le Soudan. Peu de soutien réel des pays amis. Mise en difficulté des dispositifs humanitaires et d'interposition de l'Union Africaine.

Rupture avec la Banque Mondiale

Suite à la modification unilatérale par le gouvernement de la loi 001 portant gestion et contrôle des revenus pétroliers (suppression des fonds pour les générations futures, rajout de la sécurité parmi les secteurs prioritaires...), les fonds pétroliers ont été bloqués. Dans le même temps, la Banque Mondiale a suspendu ses prêts et programmes en cours au Tchad.

ISOLEMENT POLITIQUE ET AU SEIN DU CLAN / RUPTURE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES / AFFAIBLISSEMENT DU SOUTIEN POPULAIRE

¹ Chiffres non officiels mais couramment repris par toutes les Chancelleries et agences internationales ; ces chiffres confirment les observations effectuées de manière non systématiques par les Ong.

Un régime très affaibli

- Le régime est fragilisé de l'intérieur (contestations au sein du clan et du MPS, coalition de l'opposition, ras le bol de la population) et de l'extérieur (coalition des politico-armés, bras de fer avec la Banque mondiale)
- Le régime développe une **stratégie de survie** basée sur :
 - le contrôle de l'ensemble du processus électoral pour permettre la réélection du Président sortant Monsieur Idriss Déby Itno.
 - la recherche de financements via les fonds pétroliers (modification Loi 001 puis contournement du blocage avec la Banque mondiale via Taïwan). Il a besoin *d'acheter* les alliances politiques et ethniques, *d'acheter* la paix sociale (paiement des retraites en février 2006), et de *financer* la tenue des élections en juin 2006. Il a également besoin *d'acquérir des armes* pour faire face aux rébellions.
 - la tentative *ratée* d'internationaliser un supposé conflit soudano-tchadien (état de belligérance avec le Soudan, mini-sommet de la CEMAC, sommets de Khartoum et de Tripoli) pour camoufler sa perte de légitimité politique et son isolement.

Une opposition démocratique qui s'organise

- La CPDC se positionne en faveur d'un cadre national de dialogue politique et pose certains préalables à la participation de ses leaders aux élections parmi lesquels la reprise du recensement, la révision de la composition de la CENI et de ses textes, du code électoral...
- Les membres de la CPDC sont signataires de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation et soutiennent depuis 2002 l'Initiative Paix et Réconciliation de la société civile.
- Il est important de noter qu'il existe des partis d'opposition non regroupés dont il ne faut pas négliger la base sociale. Certains hésitent à s'engager dans le processus

Les mouvements politico-armés

- Le rassemblement de plusieurs mouvements politico-armés (RDL, SCUD, CDCC, UFC...) au sein du FUC augmente-t-il leur visibilité et leur force de négociation ?
- Le FUC est un rassemblement récent qui regroupe des anciens « *ennemis* » du Président Déby combattant depuis longtemps le régime zaghawa (et groupes alliés) dont certains sont proches du Soudan, et des *ex-alliés* du régime Déby (SCUD), des Zaghawas solidaires de leurs frères opprimés au Darfour soudanais.
- Des revendications politiques pour une relance d'un processus de négociation politique et de dialogue national pour un changement démocratique. Le FUC reconnaît l'Initiative pour la Paix lancée par la société civile en 2002.

NOS POSITIONS

Un risque élevé d'escalade de violence

- la lecture classique Nord/Sud des crises (politiques, sociales...) au Tchad n'est plus soutenable dans le contexte actuel.
- en effet, le Tchad est aujourd'hui clairement dans une **situation globale de non paix** même s'il ne connaît pas de conflit généralisé, ouvert et médiatique. Le pays est marqué par une très forte culture de la violence, par la multiplication des conflits intercommunautaires, des tensions entre éleveurs et cultivateurs, par la prolifération des armes ainsi que par de nombreuses poches de rebellions...
- il existe un **risque élevé d'escalade** de la violence à travers : des interventions probables de gouvernements dans des conflits inter-ethniques au Darfour, des dissensions entre groupes armés, l'affaiblissement du pouvoir central ou la prise de pouvoir par les armes, émeutes populaires... On peut craindre la généralisation des violences, une multiplication des atteintes aux droits de l'homme et un accès fermé au Darfour pour les actions humanitaires et pour les opérations de sécurisation par la communauté internationale.

Une stabilité d'apparence

- **Le Président Déby n'apparaît pas aujourd'hui comme le seul garant de la stabilité** : le Comité reconnaît un risque réel de chaos lié à une rupture institutionnelle (incapacité du président, prise de pouvoir par les armes, transition politique...) Il est conscient que la question de la stabilité et de la sécurité sous-régionale est à prendre en compte dans les hypothèses de négociation politique pour une sortie de crise. Néanmoins, il considère aujourd'hui que la stratégie du Président Déby représente davantage un obstacle à un processus de paix bien qu'il soit un acteur important d'une négociation de sortie de crise politique.

Des élections prématurées

- **l'élection présidentielle ne peut se tenir dans le court terme** : il considère en effet que les conditions techniques d'une élection transparente ne sont pas réunies aujourd'hui (recensement mal effectué, politisation de l'administration, composition de la CENI, code électoral...). Il considère que l'absence de soutien de la Communauté Internationale pour le financement, la supervision et le contrôle des élections est un argument supplémentaire pour justifier l'impossibilité d'organiser les présidentielles dans de bonnes conditions. Il semble d'ailleurs que le président Déby souhaite autofinancer cette élection pour ne pas être soumis à un contrôle international.
- par conséquent, il est nécessaire de définir **une période de transition institutionnelle** au terme du mandat du président en août 2006 afin de mettre en place les conditions d'une élection démocratique mais aussi les bases politiques, sociales, économiques d'une paix durable et globale.

Manœuvres politiques

- **un recyclage** systématique des ténors du régime (les Frères Erdimi, les généraux, colonels...) toujours plus nombreux aujourd'hui à rejoindre les mouvements politico-armés. Il suspecte ces derniers de *chercher à se racheter une conduite* pour revenir en «libérateurs».
- une stratégie d'instrumentalisation de l'opposition politico-armée par certains au profit d'une simple révolution de palais pour maintenir le clan au pouvoir comme il semble que ce soit le cas en Mauritanie aujourd'hui
- toute velléité de promouvoir une logique de **rotation clanique du pouvoir**
- toute volonté de prise de pouvoir par les armes
- tout accord politique n'associant pas l'ensemble des forces sociales et politiques engagées pour la paix. A ce titre, il rejette tout accord unilatéral à des fins partisans considérant que ce type de démarche constitue un obstacle à un véritable dialogue pour la réconciliation nationale et la démocratie.

Au-delà du Darfour, une crise interne

Le Comité fait le constat que cette crise est la somme de plusieurs conflits : le conflit intra soudanais en premier lieu mais aussi celui lié aux solidarités ethniques entre mouvements armés, à l'état de belligérance entre gouvernements qui leur apportent soutiens militaire et financier. La question des réfugiés renforce les tensions sociales et communautaires de part et d'autre des frontières.

Le Comité estime que le gouvernement tchadien a cherché à faire croire à un conflit soudano-tchadien pour dissimuler un conflit tchado-tchadien bien réel et surtout sa perte de légitimité politique et l'isolement de son régime.

Le Comité ne s'oppose pas à une opération internationale de sécurisation des frontières mais s'inquiète toutefois qu'une telle intervention puisse se solder de fait par un soutien au Président Déby.

Le pétrole

Le Comité estime que, face au refus ferme de la communauté internationale de financer les élections sans dialogue national préalable, le Président Déby a fait modifier la loi 001 pour disposer de fonds pour sa réélection ainsi que pour l'achat d'alliances et d'armes.

Pour le Comité, cette rupture de la Banque mondiale avec le Tchad permet finalement de protéger le patrimoine tchadien au profit ultérieur du développement du pays. Ce blocage de fonds pétroliers éviterait leur utilisation par le régime au service de sa stratégie de survie politique. Le débat sur l'ingérence n'intéresse pas le Comité.

Le soutien de la communauté internationale

Le Comité salue le positionnement récent de l'Union Européenne, de la France et de l'Allemagne en faveur du principe d'un dialogue politique incluant l'ensemble des forces politiques et sociales oeuvrant pour le bien du pays. Le Comité prend également acte de leur soutien affirmé de voir fusionner les deux démarches de dialogue politique, celle venant du gouvernement à travers le Ministère des Droits de l'Homme et celle promue depuis 2002 par le Comité.

Ce dernier s'inquiète toutefois de la position de certains pays partenaires du Tchad en faveur du maintien des élections présidentielles d'ici juin 2006 compte tenu notamment de la récente résolution du Parlement Européen sur le Tchad qui dans son article 20 demande au gouvernement « de fixer au plus tôt le calendrier électoral » et qui se dit prêt à envoyer des observateurs des élections si certaines conditions sont réunies.

⇒ Le Comité considère qu'il est nécessaire **d'agir pour la paix maintenant**, en tenant compte des questions de sécurité au Tchad et dans la sous-région pour sortir de la crise et **éviter une nouvelle guerre civile**

PROPOSITIONS POUR UNE DEMARCHE DE PAIX

Considérant le blocage politique au Tchad, l'état de violence généralisée dans le pays et le risque de retour à la guerre civile, le Comité souhaite que l'ensemble des acteurs socio-politiques et les populations tchadiennes s'engagent dans une démarche globale de paix et de réconciliation qui passe aujourd'hui par :

- ⇒ **La mise en place d'un mécanisme institutionnel de transition à la fin du mandat actuel du Président Déby et l'instauration d'un dialogue politique**
- ⇒ **La mise en place d'une réforme du système sécuritaire (SSR) qui inclut un plan de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) des forces armées en vue notamment de la constitution d'une armée nationale**
- ⇒ **Une démarche de réconciliation nationale et populaire**

Dans cette perspective, le Comité demande :

Au gouvernement

De suspendre le processus électoral en cours et de s'inscrire dans le processus de dialogue national engagé par la société civile

De donner mandat à un comité de pilotage composé de membres de la société civile indépendants et de membres des administrations concernées pour :

- préparer la transition notamment par l'organisation d'un Forum National ayant pour finalités de :
 - définir le dispositif de la transition (organes, durée, acteurs...)
 - établir un agenda électoral (révision code, CENI...)
 - étudier les priorités du pays en terme de développement
- organiser un dialogue national et populaire dans l'ensemble du pays en vue d'une véritable réconciliation nationale
- mettre en place un mécanisme de suivi et de contrôle de la transition

A la communauté internationale

- de surseoir tout appui au processus électoral en cours
- de soutenir politiquement un processus de paix globale et durable associant l'ensemble des forces sociales et politiques
- de financer et de sécuriser le dialogue national
- d'apporter une assistance technique à la mise en place et au suivi de la phase de transition politique
- d'accompagner (techniquement, financièrement, militairement) les processus DDR et SSR.

Le Comité rappelle néanmoins la nécessité de la mise en place de certains préalables pour permettre au processus d'atteindre ses objectifs

- l'autonomie de gestion du comité de pilotage
- la participation de l'ensemble des acteurs (politiques, société civile, politico-militaires) au dialogue national
- un cessez-le-feu pour permettre la tenue du dialogue